

À qui profitent les subsides européens pour la R&D militaire?

L'Union européenne finance depuis 2017 des projets de recherche et développement (R&D) dans le domaine militaire. Elle a déjà attribué €285 millions sur les budgets annuels 2017,2018, 2019. Quels pays et quelles entreprises profitent le plus de ces subsides pour développer de nouveaux systèmes d'armement?

Quelles technologies militaires sont développées et comment les projets sont contrôlés sur le plan éthique?

Cette publication entend répondre à ces questions essentielles: les citoyens ont le droit de savoir ce qui est fait avec l'argent public.

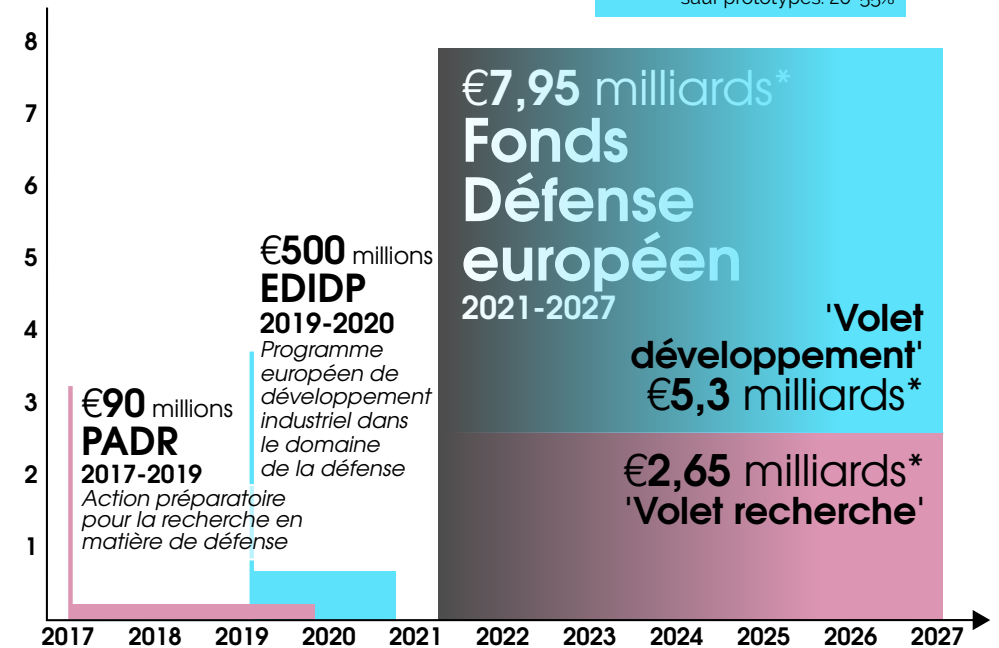
Comment en est-on arrivé là? Un processus sous influence de l'industrie

Le financement pour la R&D militaire a été adoptée sous forte influence de l'industrie de l'armement et des centre de recherche privés qui en bénéficieront le plus. Neuf des 16 membres du groupe de personnalités qui, en 2016, conseillait à la Commission européenne de créer ce fonds, représentaient des intérêts privés.

Un ancien directeur de l'Institut Fraunhofer a co-produit une étude pour le Parlement européen en tant qu' "expert indépendant", concluant en faveur d'un programme dont l'Institut est aujourd'hui un important bénéficiaire. L'industrie militaire a bâti une relation privilégiée avec des Eurodéputés-clés, et leurs groupes de pression nationaux ont développé une relation symbiotique avec les gouvernements qui décident ensuite au niveau européen.

Fonds européen de la défense

Le budget européen pour la **recherche** et **développement militaire**
100% financement UE 80 à 100% financement UE
sauf prototypes: 20-55%



* En prix courants, selon la Position du Conseil du 1er octobre (2018/0254(COD)), en cours de négociation avec le PE. Des contributions nationales devraient cofinancer les projets de développement, en théorie jusque 4 fois le montant des subsides européens. En pratique le niveau actuel de cofinancement national sous l'EDIDP est bas.

Où en est la mise en œuvre du programme?

18 projets de recherche ont été sélectionnés dans le cadre de l'Action préparatoire (PADR) pour un montant total de €85,16 millions finançant la première phase d'un processus de R&D (dite de Recherche et Technologie).

16 projets de développement ont été sélectionnés dans le cadre du Programme de développement industriel (EDIDP) pour un montant total de €200 millions, finançant la deuxième phase d'un processus de R&D (la dernière phase avant production, par ex. prototypes, tests ou certifications).

La Commission négocie également des attributions directes à hauteur de €137 millions pour deux projets (voir p.3)

Qui profite le plus du Fonds Défense européen en 2017-2019?

Quatre pays profitent largement de ce financement: **la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne.**

Ce sont aussi les plus gros exportateurs d'armes de l'UE. En revanche 40% des États membres reçoivent peu ou pas de financement, selon les informations disponibles.⁽¹⁾

PADR 2017-2019

Sous le PADR, les 4 'grands' reçoivent 57% des subventions (en nombre) et comptent 55% des bénéficiaires

total: 163 subventions

total: 112 bénéficiaires

FRANCE
34 subventions

ITALIE
21 bénéficiaires

ITALIE
29 subventions

FRANCE
20 bénéficiaires

ALLEMAGNE
18 subventions

ALLEMAGNE
12 bénéficiaires

ESPAGNE
13 subventions

ESPAGNE
9 bénéficiaires

NL 10 subventions

PT 7 bénéficiaires

PT 8 subventions

BE 6 bénéficiaires

BE, UK 7 subv.

UK 5 bénéficiaires

GR, PL, SW 6 subv.

GR, PL 4 ben.

LT 4 gr. **RO** 3 subv.

LT, SW 3 ben.

BG, CZ, FI 2 subv.

CZ, FI, RO 2 ben.

AUS, DK, EST, LV, SK 1

AUS, BG, DK, EST, LV, SK 1

EDIDP budget 2019

Sous l'EDIDP, les 4 'grands' reçoivent 53% des subventions (en nombre) et comptent 47% des bénéficiaires

total: 166 subventions

total: 133 bénéficiaires

FRANCE
28 subventions

FRANCE
18 bénéficiaires

ESPAGNE
23 subventions

ESPAGNE
17 bénéficiaires

ALLEMAGNE
19 subventions

GRÈCE
17 bénéficiaires

ITALIE
18 subventions

ALLEMAGNE
16 bénéficiaires

GRÈCE
17 subventions

IT 12 bénéficiaires

BE 11 subventions

BE 10 bénéficiaires

CY 9 subventions

CY 6 bénéficiaires

EST 6 subv. **PT** 5 subv.

EST, PT 5 ben.

NL, SW 4 subv.

NL 4 ben.

BG, DK, PL 3 subv.

BG, DK, PL 3 ben.

FI, HU, RO 2 subv.

FI, HU, RO, SW 2 ben.

AUS, CZ, IRL, IT, LUX, LV, SL 1

AUS, CZ, IRL, IT, LUX, LV, SL 1

Les données révèlent aussi quelles entreprises profitent le plus de ces subsides:

PADR

les entreprises qui en profitent le plus:
THALES, LEONARDO*, TNO*
INDRA*, ONERA,
Frauenhofer*, SAAB*,
Wojkowska Akademia TJD

Sous le programme recherche, 7 bénéficiaires** sur 81 reçoivent plus de 40% du budget alloué en 2017-2018 (projet EXCEED exclus). Ils étaient tous membres du Groupe de personnalités (GoP) qui, en 2016, a conseillé à la Commission européenne de créer ce financement. La ventilation détaillée manque pour les projets PADR en 2019, mais 6 membres du GoP participent à 5 projets et reçoivent 9 subventions. 5 d'entre eux participent notamment au projet CROWN qui reçoit le deuxième plus gros budget (€10 millions)

EDIDP

les entreprises qui en profitent le plus:
THALES, LEONARDO*,
INDRA*, Signal, SAFRAN,
Diehl, GMV, SAAB*

Sous le programme développement, les 8 entreprises membres du GoP** participent à 9 projets, notamment ceux avec les plus gros budgets, et reçoivent 20 subventions. Soit 12% du nombre de subventions alors qu'ils représentent 6% des bénéficiaires. Ils coordonnent 5 de ces 9 projets.

* membres du Groupe de personnalités conseillant la Commission européenne sur le financement de la recherche militaire en 2016
** Il s'agit de: Airbus, Frauenhofer, INDRA, Leonardo, MBDA, SAAB, TNO. La 8e entreprise membre du GoP est BAE Systems.

(1) Information publique pour 32 projets accessible sur les sites de la Commission ou de l'Agence européenne de la défense (AED) et dans le Communiqué de presse de INDRA du 24/05/20 pour le projet CROWN. Pour 3 projets de recherche (= 27,5% du budget PADR), l'AED a fourni uniquement le sujet et le montant total, mais pas les pays et entreprises participants. L'AED a publié des informations détaillées pour les 7 premiers projets PADR, y compris la ventilation du budget par bénéficiaire, ce qui a donné des résultats intéressants. Cependant pour les projets de recherche 2019 et les projets de développement sous l'EDIDP, la ventilation des subventions par bénéficiaire n'a pas été publiée. Nous n'avons donc pu considérer pour notre analyse que le nombre de subventions et de bénéficiaires, sauf précision contraire. Les projets en attribution directe ne sont pas pris en compte, sauf mention contraire, par manque d'information suffisante. Nous prenons en compte uniquement les bénéficiaires directs européens, et non les sous-traitants et autres entités participantes qui ne reçoivent pas de financement. Cela explique les différences par rapport aux données officielles.

Quelles technologies militaires sont financées?

La répartition du budget montre où sont les priorités, et les deux projets bénéficiant d'attributions directes relèvent d'ailleurs des **deux catégories** recevant jusqu'à présent près de **90% du financement**:

Intelligence-surveillance-reconnaissance (ISR)

Communication sécurisée, cybersécurité

ESSOR

€37 millions

European Secure Software Defined Radio, développant des technologies communes pour les radios militaires européennes et un système de communication militaire sécurisé entre les forces de l'UE

Nouvelle génération de capacités de combat

EURODRONE

€100 millions

Soutient le développement d'un avion sans pilote à moyenne altitude et longue endurance MALE RPAS. Ce drone européen pourrait ensuite être armé.

L'**objectif principal du Fonds** est de développer la prochaine génération de systèmes d'armes et de capacités de combat, en mettant l'accent sur l'intégration des nouvelles technologies. Il s'agit de donner à l'industrie de l'armement une supériorité technologique sur ses concurrents afin de "stimuler sa compétitivité", y compris à l'exportation.

Trois grands domaines de 'progrès technologique' sont au cœur des projets sélectionnés, et souvent interdépendants:

La recherche de nouveaux systèmes d'armes pose des questions éthiques, juridiques et sociétales fondamentales sur leur développement et leur usage futur.

Étant donné les risques encourus, tout financement européen devrait s'accompagner de mesures de précaution spécifiques jusqu'à ce que ces questions, y compris leur future exportation, soient correctement encadrées par le droit européen et international. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

SYSTÈMES SANS PILOTE

Drones et autres véhicules sans pilote

RISQUES ENCOURUS

prolifération mondiale (acteurs étatiques et non étatiques) et facile à armer

'assassinats ciblés' violant le droit international et faisant de nombreuses victimes civiles

perception 'sans risque' et distance physique peuvent abaisser le seuil d'utilisation de la force létale ou d'entrée en guerre

drones errants et drones "groupés" (essais de drones): augmentation de l'imprévisibilité et des victimes civiles, résurgence des attaques à grande échelle

PROJETS APPROUVÉS

OCEAN2020

(PADR - €35'480'000)

Amélioration des systèmes sans pilote intégrés dans les opérations de flotte (essais) pour missions de surveillance et d'interdiction maritimes (démonstrateur en Méditerranée)

EUDAAS

(EDIDP - €21'200'000)

Solution "Détecter & Eviter" pour l'insertion en toute sécurité de gros drones dans le trafic aérien européen et permettre leur utilisation plus large et flexible

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Des armes de plus en plus autonomes

RISQUES ENCOURUS

systèmes (essais) de plus en plus complexes, souvent téléguidés : contrôle humain réel limité, algorithmes biaisés, imprévisibilité inhérente, perturbations des communications, etc. risques sérieux d'"erreurs", d'escalade du conflit et de pertes civiles importantes

prépare la voie à des armes totalement autonomes pouvant sélectionner et exécuter des cibles sans contrôle humain, par exemple des robots-tueurs

perception d'absence de risque et "déshumanisation" pouvant favoriser les réponses militaires - enjeu de la responsabilité juridique: concepteur, opérateur, décideur, machine ?

PROJETS APPROUVÉS

ARTUS & iMUGS

(PADR - €1,5m & EDIDP - €30,6m)

R&D pour véhicules terrestres sans pilote ('UGV', y compris chars) capables de s'associer à d'autres systèmes pilotés ou non, ou à des essais d'UGV pour soutenir un peloton ou participer à des combats

LynkEUs

(EDIDP - €6'450'000)

Contribue à la mise au point de missiles longue portée ('au-delà de la ligne d'horizon') dotés d'une capacité autonome de désignation des cibles

TECHNOLOGIES DE RUPTURE

Changeant radicalement la façon de faire la guerre

RISQUES ENCOURUS

Autres technologies de rupture faisant l'objet de recherche, notamment: armes hypersoniques : vitesse extrême et maniabilité les rendant très difficiles à contrecarrer ; risque de guerre nucléaire accidentelle par leur nature à double-usage (civil et militaire) armes à énergie dirigée, comme les micro-ondes et les lasers: infligent des dommages par chaleur intense (brûlure/ aveuglement) ; rapides, silencieuses et invisibles, elles risquent fort de contribuer à des violations des droits humains

PROJETS APPROUVÉS

PILUM (PADR - €1'400'000)

Recherche pour un démonstrateur EMRG (canon électromagnétique) permettant de lancer des projectiles sur une très longue distance (>200 km) par accélération électromagnétique

TALOS (PADR - €5'400'000)

Développement de technologies critiques d'armes à énergie dirigée (laser), en vue de la conception et construction d'un effecteur laser européen de grande puissance

Quel contrôle éthique des projets et technologies développés?

Dépenser des centaines de millions d'euros d'argent public pour développer de nouvelles armes est déjà un problème éthique, mais l'UE semble ignorer également les normes du droit international et des droits humains dans la mise en place de ces projets. Enfin, elle le fait en grande partie à huis clos.

Des contrôles éthiques peu crédibles et violant le droit international, lorsqu'ils existent...

La décision d'exporter les technologies et systèmes d'armement financés par l'UE restera entre les mains des autorités nationales. Au vu des pratiques actuelles, le risque est grand que ces armes alimentent la course aux armements et se retrouvent dans des zones en conflit ou de tension.

Manque de transparence et de contrôle parlementaire

L'Examen public sur ces développements est très limité. Sur base d'arguments de "sécurité" ou d'"intérêts commerciaux", la Commission européenne a refusé l'accès à la plupart des documents demandés par la société civile, et ceux qui ont été publiés ne l'ont été qu'après des plaintes auprès du Médiateur européen.

Le rôle normal de contrôle des programmes de l'UE par le Parlement européen a été drastiquement limité par des règles dérogatoires. Les eurodéputés n'ont pas leur mot à dire sur la façon dont les fonds sont utilisés et dépendent de la bonne volonté de la Commission pour obtenir des informations. Il semble que seule une poignée de députés peut avoir accès aux détails des projets.

Pour les projets de recherche (PADR),

L'AED a mis en place des processus d'évaluation éthique, juridique et sociétale (ELSA), mais qui ne font pas une évaluation correcte des risques juridiques et sociétaux liés à la recherche sur les armes, et ne sont pas conformes aux obligations internationales, en particulier au protocole I de la Convention de Genève de 1949 : son art. 36 exige que, lors de l'étude, du développement ou de l'acquisition de systèmes ou de technologies militaires, les États doivent déterminer si leur utilisation pourrait violer le droit international.

"Compte tenu des éventuelles implications éthiques, juridiques et sociétales des projets financés, il est important de garantir au public que ces aspects sont examinés attentivement et que les garanties nécessaires sont mises en place, notamment pour s'assurer qu'aucun droit fondamental n'est violé."

Décision du Médiateur européen du 27/11/19, suite à la plainte de Vredesactie (affaire 1529/2019/MIG)

Pour les projets de développement (EDIDP),

La Commission ne procédera pas à des contrôles éthiques spécifiques. Les entreprises candidates auto-évaluent si leurs projets ne comportent pas de technologies interdites par le droit international. Financer la technologie des "robots tueurs" est interdit dans le cadre du EDIDP, mais des lacunes dans la définition permettent des "progrès" technologiques dans ce sens, et la Commission n'a pas répondu à des demandes précises sur la façon dont elle définira le "contrôle humain significatif" ou la ligne rouge des armes létales autonomes.

"En ce qui concerne le programme européen de développement industriel de la défense (EDIDP), le règlement (UE) 2018/1092 (...) ne prévoit pas que les aspects éthiques, juridiques et sociétaux (ELSA) ou des examens similaires soient effectués sur les propositions reçues."

Réponse du Commissaire Thierry Breton à la question écrite de l'eurodéputé Luke Ming Flanagan du 18/11/19



Le **Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT)** est un réseau informel de 20 mouvement de paix européens qui coopèrent dans la recherche, le plaidoyer et les campagnes.

Visitez notre site web www.enaat.org ou contactez-nous à info@enaat.org
Les données détaillées compilées pour cette publication sont disponibles sur demande